

quarante et unième session une question intitulée "Les familles dans le développement" afin d'envisager peut-être de prier le Secrétaire général de lancer un processus de développement de la prise de conscience globale des problèmes axés sur les gouvernements, les institutions intergouvernementales et non gouvernementales et l'opinion publique.

23^e séance plénière
29 mai 1985

1985/30. Coordination et information dans le domaine de la jeunesse

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 1979/27 du 9 mai 1979, 1980/25 du 2 mai 1980, 1981/25 du 6 mai 1981, 1982/28 du 4 mai 1982, 1983/26 du 26 mai 1983 et 1984/44 du 21 mai 1984 concernant la coordination et l'information dans le domaine de la jeunesse,

Rappelant également les résolutions 34/151, 36/28, 37/48, 38/22 et 39/22 de l'Assemblée générale, en date des 17 décembre 1979, 13 novembre 1981, 3 décembre 1982, 22 novembre 1983 et 23 novembre 1984, relatives à l'Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix.

Considérant que le processus de préparation et de célébration de l'Année internationale de la jeunesse sur la base du Programme concret de mesures et d'activités à engager avant et pendant l'Année internationale de la jeunesse⁶⁸, des recommandations formulées par le Comité consultatif pour l'Année internationale de la jeunesse et approuvées par l'Assemblée générale et des recommandations pertinentes des cinq réunions régionales consacrées à l'Année internationale de la jeunesse qui ont eu lieu en 1983 a contribué à intensifier et à améliorer la coordination des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées concernant la jeunesse,

Convaincu de la nécessité d'accorder une large publicité aux activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la jeunesse, en particulier dans le contexte de la célébration de l'Année internationale de la jeunesse,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur la coordination et l'information dans le domaine de la jeunesse⁶⁹,

1. *Fait siennes* les conclusions figurant dans le rapport du Secrétaire général sur la coordination et l'information dans le domaine de la jeunesse;

2. *Invite à nouveau* tous les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées, les commissions régionales et les autres organisations intergouvernementales, ainsi que les organisations non gouvernementales intéressées, à examiner lors de leurs réunions ordinaires les moyens et méthodes propres à améliorer la coordination et l'information dans le domaine de la jeunesse dans le contexte de la célébration de l'Année internationale de la jeunesse et du suivi des futurs programmes consacrés à la jeunesse;

3. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour organiser de manière effi-

cace, lors de la quarantième session de l'Assemblée générale en 1985, un nombre approprié de séances plénières, qui constitueront la Conférence des Nations Unies pour l'Année internationale de la jeunesse, conformément au paragraphe 2 de la résolution 39/22 de l'Assemblée générale;

4. *Décide* d'examiner à sa première session ordinaire de 1986, sur la base d'un rapport du Secrétaire général, les résultats des activités de coordination et d'information dans le domaine de la jeunesse.

23^e séance plénière
29 mai 1985

1985/31. Aspects sociaux du développement

Le Conseil économique et social,

Conscient de la résolution proclamée dans la Charte des Nations Unies de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande et, à ces fins, de recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples,

Ayant à l'esprit les dispositions pertinentes du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels⁷⁰,

Rappelant la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social⁷¹,

Rappelant également la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international⁷² et la Charte des droits et devoirs économiques des Etats⁷³,

Conscient que la réalisation des objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement⁷⁴ exige un effort concerté pour promouvoir un véritable développement social,

Convaincu que les hommes et les femmes ne peuvent parvenir à réaliser complètement leurs aspirations que dans le cadre d'un ordre social et politique équitable et qu'il est par conséquent d'une importance capitale d'accélérer le progrès social et économique et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en tous lieux, ce qui contribuera à la paix et à la sécurité internationales,

Persuadé que le développement social peut être facilité par des relations amicales et la coopération entre Etats ayant des systèmes sociaux, économiques ou politiques différents, ainsi que par la réduction effective des armements et par des mesures efficaces de désarmement,

Conscient que l'aggravation des problèmes économiques dans diverses parties du monde, d'une ampleur sans précédent dans l'histoire des Nations Unies, a des effets défavorables sur les politiques de développement social et en réduit la portée,

1. *Reconnaît* l'importance des aspects sociaux du développement et le besoin constant de préciser leurs dimensions nationales et internationales;

⁶⁸ Résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe.

⁶⁹ Résolution 2542 (XXIV) de l'Assemblée générale.

⁷⁰ Résolution 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale.

⁷¹ Résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale.

⁷² Résolution 35/56 de l'Assemblée générale, annexe.

⁶⁸ A/36/215, annexe, sect. IV, décision 1 (I).

⁶⁹ E/1985/42.